

Coordonnateur SPS Conception	Coordonnateur SPS Réalisation
<b>Yves HEBERT</b>	<b>Yves HEBERT</b>
16 AVENUE PYTHAGORE 33700 MERIGNAC	16 AVENUE PYTHAGORE 33700 MERIGNAC
Tél. : 01 49 47 70 45 Port : 06 49 74 40 89	Tél. : 01 49 47 70 45 Port : 06 49 74 40 89

**AMENAGEMENT DES GARAGES DE L'AILE OUEST DU PTF EN BUREAUX ET AMENAGEMENTS  
EXTERIEURS**

**Située : 371 RUE DES ARTS**

à 31671 LABEGE

Opération de Catégorie 3 avec risques au sens du décret du 26 décembre 1994

**PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE  
DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

**MAITRE DE L'OUVRAGE :**

**Secrétariat Général Délégation Interrégionale Sud Département Immobilier de Toulouse  
1 Place EMILE Blouin  
31952 Toulouse**



Version	Observations	Date
Version initiale	Élaboration du PGCSPS Simplifié Ind.01	23/01/2026

## Table des matières

<b>0. Présentation générale et objet du document.....</b>	<b>3</b>
0.1 Préambule législatif et réglementaire .....	4
0.2 Précisions sur l'opération.....	4
<b>1. Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable (R4532-44-1°) .....</b>	<b>4</b>
<b>2. Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur (R4532-44-2°) .....</b>	<b>6</b>
2.1 Circulations/accès.....	6
2.2 Contrôle d'accès au chantier .....	6
2.3 Installation de base-vie.....	7
2.3.1 Références réglementaires et documentaires.....	7
2.3.2 Exigences générales.....	7
2.4 Gestion des déchets de chantier.....	7
2.5 Calendrier .....	7
<b>3. Les mesures prises par le CSPS en matière de coordination et sujétions qui en découlent (R4532-44-3°) .....</b>	<b>8</b>
3.1 Dispositions concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulations verticales et horizontales (R4532-44-3°-a) .....	8
<b>4. activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier (R4532-44-4°)...</b>	<b>9</b>
<b>5. Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant (R4532-44-5°) .....</b>	<b>9</b>
5.1 Dispositions prises pour application du R4533-1.....	9
5.2 Dispositions prises en matière de bon ordre et de salubrité.....	9
<b>6. Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière (R4532-44-6°).....</b>	<b>10</b>
<b>7. Les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs ou travailleurs indépendants (R4532-44-7°) 10</b>	<b>10</b>
7.1 Mesures préalables aux travaux.....	10
7.2 Mesures pendant les travaux.....	11
7.2.1 PPSPS.....	11
7.2.2 Registre Journal.....	11
7.2.3 REGISTRE DE SECURITE .....	11
<b>8. Prévention des risques liés aux épisodes de chaleur intense décret n° 2025-482 (27 mai 2025) .....</b>	<b>13</b>
8.1 Contexte et cadre réglementaire.....	13
8.2 Obligations générales des parties.....	13
8.3 Niveaux d'alerte et actions recommandées .....	14
8.4 Mesures spécifiques pour le chantier de la jetée .....	14
8.5 Suivi et indicateurs.....	14
8.6 Suspension des travaux.....	14
<b>Annexes.....</b>	<b>15</b>
<b>Calendrier .....</b>	<b>15</b>

# 1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE ET OBJET DU DOCUMENT

Le présent document définit :

- L'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant des interférences des différentes entreprises intervenant sur le chantier
- L'ensemble des mesures propres à prévenir les risques générés par l'environnement (bâti, terrain..., activités, publics, ...) sur les différentes entreprises intervenant sur le chantier

L'ensemble des mesures sont des dispositions **minimales** à respecter par les entreprises, mais pourront, le cas échéant, et ce dans le cadre de la réalisation de leurs PPSPS être adaptées en fonction des moyens humains prévus sur le chantier, des matériaux mis en œuvre, des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

Le document précise pour chaque tâche présentant des risques de coactivité simultanée ou successive :

- Le risque éventuel
- Une mesure de prévention spécifique et les sujétions en découlant pour prévenir ce risque
- L(es)'entreprise(s) en charge de la mise en œuvre de(s) la mesure(s)
- L(es)'entreprise(s) en charge du maintien en état de(s) la mesure(s), pendant toute la durée de sa mise en œuvre, s'il ne s'agit pas de la même entreprise que celle qui la mise en œuvre
- L(es)'entreprise(s) bénéficiant de la mise en œuvre de(s) la mesure(s)

La répartition financière des charges communes liées à la sécurité, à la prévention de la santé ou aux conditions de travail des salariés des entreprises du chantier, est précisée dans :

- Les CCTP de chaque corps d'état

Le présent PGC ne présente pas de mesures liées :

- Au risque propre généré par une entreprise pour ses propres personnels, ces mesures seront définies par l'entreprise sous sa seule responsabilité
- Au risque généré par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage

## 1.1 PRÉAMBULE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Le présent document est rédigé en application de l'article L4532-8 du code du travail, le contenu est défini aux articles R4532-44 à R4532-46 du même code.

Cependant, le présent document répond également aux obligations du R4532-12 et à ce titre définit des mesures et sujétions liées aux obligations respectives des différents intervenants en matière de sécurité et de protection de la santé.

## 1.2 PRÉCISIONS SUR L'OPÉRATION

Description succincte de l'opération :

Le présent projet consiste en l'intervention de des travaux du réaménagement des garages de l'aile ouest du PTF en bureaux et Aménagements extérieurs à la DIRPJJ Sud à Labège

## 1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER, ET NOTAMMENT CEUX COMPLÉTANT LA DÉCLARATION PRÉALABLE (R4532-44 -1°)

### Adresse Précise du chantier :

371 RUE DES ARTS - 31671 LABEGE



### Coordonnées :

Maitrise d'ouvrage		
Mandataire	Secrétariat Général Délégation Interrégionale Sud Département Immobilier de Toulouse Monsieur RONGEART Frédéric	Tel : Mail :

Maitrise d'œuvre		
Mandataire Architecte	ASAKA ARCHITECTES Monsieur	Tél. : 06 98 98 57 14 Mail :

Coordonnateurs		
<b>Titulaire</b> Conception et Réalisation	<b>EXELL SECURITE</b> Monsieur Yves HEBERT	Tel : 06 49 74 40 89 Mail : yves.hebert@exell-securite.fr
<b>Suppléant</b> Conception et Réalisation	<b>EXELL SECURITE</b> Monsieur Philippe BERNACKI	Tel : Mail : philippe.biernacki@exell-securite.fr

Intervenants		
<b>INSPECTION DU TRAVAIL</b>	<b>DREETS Occitanie</b>	Tel :
<b>OPPBTP</b>	<b>OPPBTP TOULOUSE</b>	Tel :
<b>CARSAT</b>	<b>CARSAT - Midi-Pyrénées</b>	Tel :

**Entreprises (y compris entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants) :**

Corps d'état Lot	Nom de l'entreprise	Coordonnées des entreprises	Type	Effectif prévisionnel
GO Démolition 01	A DÉFINIR		TL	
VRD – PAYSAGE 02	A DÉFINIR		TL	
MENUISERIES EXTERIEURES 03	A DÉFINIR		TL	
METALLERIE SERRURERIE 04	A DÉFINIR		TL	
MENUISERIES INTERIEURES 05	A DÉFINIR		TL	
REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES 06	A DÉFINIR		TL	
CLOISONS - FAUX PLAFONDS 07	A DÉFINIR		TL	
PEINTURES - REVETEMENTS MURAUX 08	A DÉFINIR		TL	
ELE 09	A DÉFINIR		TL	
CRV 10	A DÉFINIR		TL	

TL : titulaire / ST : sous-traitant agréé par le maître d'ouvrage

## 2. LES MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR (R4532-44-2°)

### 2.1 CIRCULATIONS/ACCÈS

Dans le cadre des travaux une attention particulière est portée à l'environnement immédiat du chantier. Le maître d'œuvre a procédé à une évaluation détaillée des contraintes afin de garantir la sécurité dans les espaces environnants.

Il est précisé que l'entreprise en charge des travaux assurera la sécurisation de la zone d'intervention, incluant l'ensemble des espaces nécessaires au stockage du matériel, à l'implantation des installations de chantier et aux manœuvres des engins.

Ces mesures visent à garantir la sécurité des personnes, à assurer une gestion maîtrisée des circulations à l'intérieur de l'établissement et à permettre le déroulement des opérations dans des conditions optimales, tout en limitant l'impact sur le fonctionnement et la fréquentation de l'établissement.

### 2.2 CONTRÔLE D'ACCÈS AU CHANTIER

Conformément à l'article **R4532-16 du Code du Travail**, le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) doit veiller à ce que **seules les personnes autorisées** accèdent au chantier. En accord avec la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre, seules les catégories précisées dans la procédure en vigueur notamment les représentants de la Maîtrise d'Ouvrage dûment informés des consignes de sécurité sont considérées comme « personnes autorisées ».

Dans ce cadre, il est rappelé que **l'ensemble des intervenants**, y compris les sous-traitants de tous niveaux, devront être **clairement identifiables** à tout moment. Cette identification devra se faire par le port obligatoire d'un moyen visuel (badge, carte d'identification, ou tout autre support validé par le titulaire) mentionnant au minimum :

- le nom et le prénom,
- l'entreprise d'appartenance,
- la fonction sur le chantier.

Par ailleurs, le **titulaire du marché** devra tenir à disposition, dans la salle de réunion de chantier, un **Registre Sécurité** regroupant l'ensemble des personnes amenées à intervenir sur l'opération. Ce registre devra obligatoirement comporter :

- la liste nominative complète des intervenants,
- les sous-traitants déclarés,
- les dates d'entrée et de sortie du chantier,
- toute mise à jour relative aux mouvements de personnel.

Ce registre devra être **tenu à jour quotidiennement**, sans exception.

## 2.3 INSTALLATION DE BASE-VIE

### 2.3.1 Références réglementaires et documentaires

#### ♦ Code du Travail :

Articles **R.4534-1 à R.4534-143** (installations de chantier), **R.4228-1 à R.4228-25** (locaux destinés au personnel), **R.4225-2** (eau potable), **R.4224-14** (premiers secours).

#### ♦ OPPBTP – Recommandations :

- R.494 – Bases vie et cantonnements
- R.447 – Hygiène et sécurité des travailleurs

#### ♦ CARSAT – Fiches prévention BTP :

- Bases vie, sanitaires, alimentation en eau, gestion hygiène chantier

Cette documentation devra être accessible sur le chantier et tenue à jour par l'entreprise titulaire.

### 2.3.2 Exigences générales

Les installations de chantier seront mises à dispositions par le Maître d'Ouvrage

- ✓ des **conditions d'hygiène conformes** à la réglementation,
- ✓ une **séparation claire** entre zones de vie et zones de chantier,
- ✓ une **prévention efficace des risques** liés aux circulations, engins, manutentions,
- ✓ une implantation permettant l'accès aux **secours** et la **protection incendie**,
- ✓ une gestion conforme de l'eau, de l'assainissement et des **déchets**.

Leur **dimensionnement** doit être adapté à l'effectif maximum présent sur le chantier.

## 2.4 GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER

- A la charge du lot 01

Les déchets devront être évacués à l'avancement des travaux ou être stockés dans une zone clôturée

Mise en place de plusieurs bennes ou containers et renouvellement pour tri des déchets pour toute la durée du chantier, l'ensemble suivant la démarche de gestion des déchets en vigueur sur le site des travaux.

## 2.5 CALENDRIER

- Phasage des travaux prévisible : Avril 2026

Cf. au planning du Moe

## 2.6 CLOISONNEMENT DE CHANTIER

Comme les travaux se dérouleront en site occupé, l'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour limiter les nuisances acoustiques et les poussières entre le chantier et la zone occupée.

Les autres zones de travaux en contact avec des zones occupées seront isolées par la mise en place de films polyane.



### 3. LES MESURES PRISES PAR LE CSPS EN MATIÈRE DE COORDINATION ET SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT (R4532-44-3°)

#### 3.1 DISPOSITIONS CONCERNANT LES VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS VERTICALES ET HORIZONTALES (R4532-44-3°-A)

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise en charge du maintien en état de la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure
Collisions ou heurts entre opérateurs et engins (nacelles, plateformes)	- <b>Délimitation stricte des zones de circulation et d'accès aux engins ; coordination obligatoire avec le chef de chantier; formation et briefing quotidien des opérateurs.</b>	LOT 1	LOT 1	LOT 1
Intervention simultanée de plusieurs entreprises	- <b>Mise en place d'un phasage précis et d'une coordination quotidienne ; communication des travaux à toutes les équipes ; tenue obligatoire du registre de sécurité et respect des plans de circulation communs.</b>	LOT 1	LOT 1	LOT 1
Conditions météorologiques défavorables (pluie, vent)	- <b>Surveillance météo et arrêt des travaux</b> si nécessaire ; sécurisation des installations et des zones de circulation horizontales et verticales ; port obligatoire de gilets haute visibilité et EPI adaptés aux conditions climatiques.	LOT 1	LOT 1	LOT 1



#### 4. ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER (R4532-44-4°)

**R4532-14** : Le coordonnateur SPS tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :

- 1° Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à :

- a) Délimiter le chantier ;
- b) Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les travailleurs des entreprises appelées à intervenir ;
- c) Préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs, les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires, les locaux de restauration et le local ou les aménagements mentionnés à l'article [R. 4534-142-1](#) auxquels auront accès leurs travailleurs ;

2° Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs travailleurs, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

#### 5. LES MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT (R4532-44-5°)

##### 5.1 DISPOSITIONS PRISES POUR APPLICATION DU R4533-1

Dispositions à réaliser	Entreprise mettant en œuvre la mesure
<b>Voie d'accès au site, comprenant :</b>	
- Accès principal de l'établissement - Privilégier un accès depuis extérieur « échelle à crinoline ou tour d'accès »	TS LOTS
<b>Voies intérieures au chantier, comprenant :</b>	
- Circulation interne, stockage et manutention.	TS LOTS
- Circulation piétonne limitée aux personnels habilités.	
- Délimitation des zones de circulation interne avec signalisation horizontale et verticale.	TS LOTS
- Maintien des voies dégagées et débarrassées des matériaux encombrants.	

##### 5.2 DISPOSITIONS PRISES EN MATIÈRE DE BON ORDRE ET DE SALUBRITÉ

Dispositions à réaliser	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure
Délimitation et maintien de l'ordre sur le chantier	LOT 1	TS LOTS
Organisation des voies d'accès et de circulation	LOT 1	TS LOTS
Gestion des déchets et encombrants	LOT 1	TS LOTS
Mesures spécifiques au site (proximité de l'exploitant)	TS LOTS	TS LOTS

## 6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE (R4532-44-6°)

Thème	Dispositions à réaliser	Dispositions comprenant
Information des salariés	Informar tous les salariés des consignes de sécurité et d'évacuation spécifiques au chantier	Affichages visibles sur site, briefings avant démarrage de chantier
Information pour les secours, plans...	Mettre à disposition des secours les plans à jour du chantier	Plans incluant voies d'accès, postes de travail, zones de stockage, affichés dans la base de vie
Disposition d'accès	Maintenir un accès sécurisé pour les véhicules de secours	Voies dégagées, balisage, signalisation vers zones critiques
Infirmierie, pharmacie, brancard...	Installer un poste de premiers soins	Pharmacie de chantier conforme aux recommandations OPPBTP/CARSAT, brancard disponible
Personnel de premiers secours	Assurer la présence d'au moins un SST par tranche d'effectif	Liste du personnel formé SST affichée, astreinte selon les phases de chantier
Procédures d'appel et numéros d'urgence	Afficher et diffuser la procédure d'appel et les numéros d'urgence	SAMU, Pompiers, Police, Portuaire (si applicable)
Travaux en atmosphères confinées (amiante, ...)	Appliquer les protocoles pour zones confinées	Zone étanche, ventilation, contrôle d'accès, équipement PPE spécifique

## 7. LES MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS (R4532-44-7°)

### 7.1 MESURES PRÉALABLES AUX TRAVAUX

#### a. Inspections communes

Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser une inspection commune avec le Coordonnateur SPS, **AVANT réalisation du PPSPS**

La réalisation d'une inspection commune est une des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité.

L'inspection commune pourra être renouvelée si les conditions de travaux évoluent.

#### b. PPSPS

Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser un PPSPS préalablement à l'intervention sur site.

La réalisation d'un PPSPS par l'entreprise et son harmonisation par le coordonnateur SPS sont des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité. Le PPSPS est à transmettre au coordonnateur SPS par mail et un exemplaire papier devra être disposé dans la salle de réunion.

#### c. Mode opératoire

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire ou sous-traitante doit élaborer et formaliser un mode opératoire spécifique pour les travaux qu'elle va réaliser en complément du PPSPS.

Le mode opératoire doit :

Décrire les différentes phases de l'intervention, les séquences de travail et l'enchaînement des tâches.

1. Identifier les moyens humains, matériels et techniques nécessaires à la bonne exécution des travaux.
2. Préciser les mesures de prévention associées à chaque risque identifié, conformément aux exigences du Code du Travail, du R4532 et des prescriptions du coordonnateur SPS.
3. Intégrer les dispositions liées à la coactivité avec les autres entreprises et avec les usagers ou le public présent sur ou à proximité du chantier.
4. Définir les conditions d'accès au site et aux postes de travail, le balisage, la signalisation et les protections collectives à mettre en place.
5. Prévoir les procédures d'urgence et d'évacuation adaptées au contexte spécifique du chantier.

Chaque mode opératoire doit être transmis au coordonnateur SPS et au Moe pour avis **avant toute intervention sur site**. L'accès au chantier ne sera autorisé qu'après avis favorable par le coordonnateur SPS et le Moe.

Le coordonnateur SPS pourra exiger des modifications ou des compléments au mode opératoire afin de garantir la sécurité de l'ensemble des intervenants. Une copie du mode opératoire validé devra être conservée sur le chantier et tenue à disposition pour inspection.

## 7.2 MESURES PENDANT LES TRAVAUX

### 7.2.1 PPSPS

Les PPSPS doivent être tenus à jour pendant toute la durée du chantier. Le titulaire d'un marché de travaux transmettra son PPSPS accepté par le coordonnateur SPS à ses éventuels sous-traitants au cas où il aurait recours à cette sous-traitance.

L'entrepreneur titulaire DOIT laisser un **délai de 30 jours minimum** à son sous-traitant pour réaliser ce PPSPS si celui-ci est un sous-traitant de gros-œuvre ou devant réaliser des travaux à risques particuliers tels que définis par l'arrêté du 25 février 2003. L'entrepreneur laissera un **délai de 8 jours minimum** dans les autres cas.

Ce délai est compris entre la date de la signature du contrat de sous-traitance et le démarrage effectif des travaux sur le chantier.

### 7.2.2 REGISTRE JOURNAL

Les entreprises, quels que soient leurs statuts (titulaires ou sous-traitant) **doivent obligatoirement viser** le registre journal, dès lors que l'observation ou remarques les concernent.

### 7.2.3 REGISTRE DE SECURITE

Le registre de sécurité du chantier sera ouvert sur site et permettra de rassembler tout au long du chantier les différents rapports et PV de vérification des installations mises en commun.

Sur demande du coordonnateur, les entreprises confirmeront que les équipements auront été vérifiés (installation électrique, échafaudage, grue, engins, ...), que les vérifications réglementaires et périodiques ont été réalisées et que les rapports sont sans réserve.

## 8. PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX ÉPISODES DE CHALEUR INTENSE DÉCRET N° 2025-482 (27 MAI 2025)

### 8.1 Contexte et cadre réglementaire

Le décret n° 2025-482 du 27 mai 2025 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur a modifié le Code du travail et introduit le nouveau chapitre « Prévention des risques liés aux épisodes de chaleur intense » (articles R.4463-1 à R.4463-8). [legifrance.gouv.fr/2FNTF+2](https://legifrance.gouv.fr/2FNTF+2)  
Conformément à l'arrêté du 27 mai 2025, les seuils déclencheurs des « épisodes de chaleur intense » sont alignés sur les niveaux du dispositif de vigilance météorologique « canicule » de Météo-France (jaune, orange, rouge). [legifrance.gouv.fr/1](https://legifrance.gouv.fr/1)  
Sur le chantier, les travaux en extérieur (sur la jetée, zone littorale, proximité plage et place) exposent les travailleurs à des conditions thermiques aggravées (reflets sol, vent marin faible, humidité, équipements de protection). Il est donc impératif d'intégrer ce risque dans le PGCSPS.

### 8.2 Obligations générales des parties

#### 8.2.1 Obligations de l'entreprise (employeur)

- Évaluer le risque lié à l'exposition à un épisode de chaleur intense, en intérieur ou extérieur (art. R.4463-2). [INRS+1](#)
- Mettre en œuvre les mesures de prévention appropriées (art. R.4463-3 à R.4463-4) : adaptation des procédés, aménagement des postes, mise à disposition d'eau potable fraîche, facilitation de la désaltération (minimum 3 L/jour si eau courante impossible). [Force Ouvrière+1](#)
- Adapter les mesures pour les travailleurs vulnérables (âge, santé) en lien avec le service de santé au travail (art. R.4463-5). [Éditions Législatives](#)
- Définir des modalités de signalement des signes de malaise ou détresse et des mesures de secours, notamment pour les travailleurs isolés ou éloignés (art. R.4463-6). [INRS](#)
- Intégrer le risque chaleur dans le DUERP, le plan de prévention, le PGCSPS ou tout document équivalent (art. R.4463-8, art. R.4535-14). [FNTF+1](#)

#### 8.2.2 Obligations de la Maîtrise d'Œuvre (MOE)

- Veiller à ce que les dispositions du PGCSPS tiennent compte du risque chaleur lors de la conception et de la planification du chantier.
- Organiser la coordination des entreprises pour l'application des mesures chaleur (phases de travail, horaires, pauses, zones de rafraîchissement).
- Vérifier que les moyens fournis (eau potable, zones de repos, dispositif de rafraîchissement) sont bien déployés.

#### 8.2.3 Obligations de la Maîtrise d'Ouvrage (MOA)

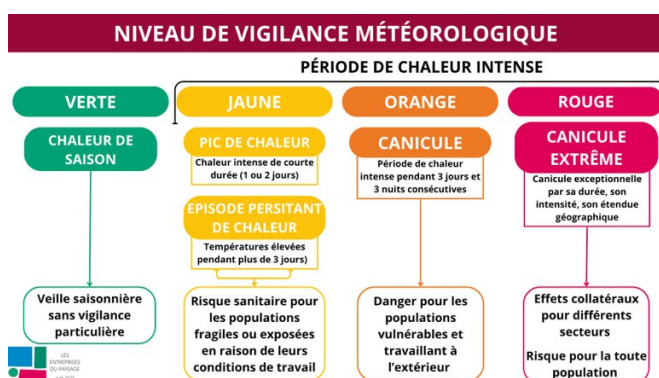
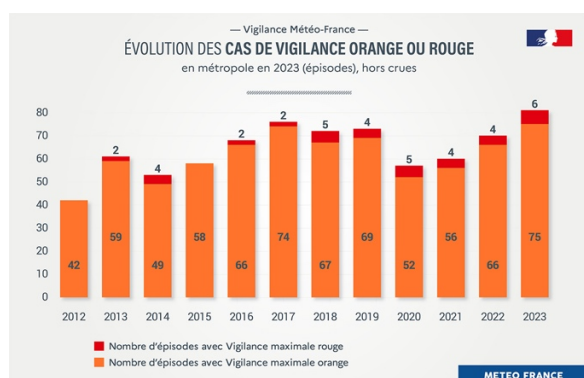
- S'assurer que le contrat de travaux intègre la clause « prévention des risques liés à la chaleur ».
- Veiller à ce que les entreprises titulaires et sous-traitantes respectent les obligations réglementaires.
- Assurer un suivi et un reporting des indicateurs de chaleur et de la mise en œuvre des mesures sur le chantier.

### 8.3 Niveaux d'alerte et actions recommandées

Le déclenchement des actions est conditionné par les niveaux de vigilance de Météo-France (jaune / orange / rouge). [ANACT+1](#)

Niveau Météo-France	Déclenchement	Actions recommandées
<b>Jaune(Vigilance chaleur)</b>	Indice de chaleur relevé > seuil départemental	Information des salariés, mise à disposition d'eau fraîche, adaptation des horaires, affichage des consignes.
<b>Orange(Alerte chaleur)</b>	Conditions plus sévères, risque accru	Limitation des travaux physiques, pauses plus fréquentes, zones ombragées ou climatisées, surveillance accrue.
<b>Rouge(Canicule extrême)</b>	Conditions extrêmes ou prolongées	Suspension des travaux extérieurs physiques, modulage des horaires (tôt le matin / tard le soir), accès uniquement après évaluation, accès à un lieu frais obligatoire.

(Graphique simplifié ci-dessous)



### 8.4 Mesures spécifiques pour le chantier de la jetée

- Mise à disposition d'eau potable fraîche à proximité immédiate des postes de travail, au moins 3 L/jour si fontaine non disponible (art. R.4534-143 modifié). [Force Ouvrière](#)
- Organisation des travaux extérieurs en tenant compte du soleil, du vent marin, des surfaces réfléchissantes. Ajustement des horaires (par exemple 6h-11h / 17h-fin).
- Installation de zones de repos ombragées ou ventilées, vestiaires rafraîchis.
- Fourniture de vêtements légers compatibles, de protections contre le rayonnement solaire (casques ventilés, lunettes, crèmes solaires).
- Signalisation des risques de chaleur pour le personnel et les sous-traitants.
- Suivi et traçabilité : registre des conditions météo (températures, humidité), des épuisements ou malaises, des pauses effectuées et des travaux suspendus.

### 8.5 Suivi et indicateurs

- Tenue d'un registre « chaleur intense » mentionnant : date, heure, niveau de vigilance, effectif exposé, mesures prises, pauses réalisées, incidents liés à la chaleur.
- Indicateurs à surveiller : nombre de pauses, taux d'incidents ou malaises liés à la chaleur, consommation d'eau.
- Revue périodique (hebdomadaire) par le coordonnateur SPS et remontée à la MOE/MOA.

### 8.6 Suspension des travaux

Si malgré les mesures, les conditions ne permettent pas de garantir la sécurité et la santé des travailleurs, l'employeur ou le coordonnateur SPS devra signaler à la Moa qui devra **ordonner la suspension immédiate**

**des travaux physiques extérieurs.** Cette suspension doit être signalée à la MOE et au MOA, et fait l'objet d'un suivi écrit.

## ANNEXES

### CALENDRIER

A intégrer dès qu'il sera élaborer (Moe)



# EN CAS D'ACCIDENT

**APPELEZ LES POMPIERS  
ET DITES :**

**(18/112)**

**1. ICI CHANTIER : AMENAGEMENT DES GARAGES DE L'AILE OUEST DU PTF EN BUREAUX  
ET AMENAGEMENTS EXTERIEURS**

**ADRESSE : 371 RUE DES ARTS à 31671 LABEGE**

**POINT DE REPERE :**

**TELEPHONE : ÄÄÄÄÄÄÄÄÄÄ**

**2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT**

Par exemple : chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille...  
et s'il y a NECESSITE DE DEGAGEMENT

**3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

par exemple : trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

**4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS**

Envoyez quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

**A PREVENIR IMMEDIATEMENT**

**MAITRE D'OEUVRE :**

**ASAKA ARCHITECTES**

**OPC :**

**CSPS :**

**Exell Sécurité  
HEBERT Yves**

**MAITRE D'OUVRAGE :**

**Secrétariat Général Délégation Interrégionale  
Sud Département Immobilier de Toulouse**

**INSPECTION DU TRAVAIL  
CRAM Service PREVENTION**